Document generated on 10/11/2024 10:31 p.m.

Francophonies d'Amérique

La pluralisation des espaces communautaires francophones en situation minoritaire : défis et opportunités pour l'intégration sociale et culturelle des immigrants

Luisa Veronis and Suzanne Huot

Number 46-47, Fall 2018, Spring 2019

Immigration en contexte francophone minoritaire : diversité des approches, des parcours et des pratiques

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1064892ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1064892ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)
1710-1158 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Veronis, L. & Huot, S. (2018). La pluralisation des espaces communautaires francophones en situation minoritaire : défis et opportunités pour l'intégration sociale et culturelle des immigrants. *Francophonies d'Amérique*, (46-47), 171–195. https://doi.org/10.7202/1064892ar

Article abstract

What is the changing nature of Francophone community spaces in light of recent policies emphasizing Francophone immigration? We present two arguments based on a comparative case study of London and Ottawa in Ontario. First, we highlight that the maintenance and vitality of these spaces appear to be at risk given the precarious situation they currently face; and second, we advance the notion that these spaces are becoming increasingly plural. Our discussion focuses on three main themes: the role of these spaces and the opportunities they can provide, issues of community invisibility, and the challenges of maintaining these community spaces.

Tous droits réservés © Francophonies d'Amérique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

La pluralisation des espaces communautaires francophones en situation minoritaire : défis et opportunités pour l'intégration sociale et culturelle des immigrants[1]

Luisa Veronis, Université d'Ottawa
Suzanne Huot, Université de la Colombie-Britannique

Pour les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM), le passage vers la modernité au cours du XXe siècle s'est vu accompagné d'une transformation des espaces communautaires – du rural à l'urbain d'une part, et d'autre part, des espaces traditionnels de la paroisse gouvernés par le clergé à un réseau associatif dépendant du financement gouvernemental – qui deviennent pluriels tant par leur forme que leur structure (Farmer, 1996 ; Gilbert, 1999). À l'aune du XXIe siècle, un autre changement profond est noté, cette fois-ci au plan identitaire : on reconnaît de plus en plus l'hétérogénéité des communautés francophones minoritaires ; on dit même qu'elles se mondialisent, deviennent plurielles et cosmopolites (Heller et Labrie, 2003 ; Gilbert, 2008 ; Forest et Gilbert, 2010). Dans cette optique, les flux migratoires soulèvent une gamme d'opportunités et d'enjeux pour les CFSM – l'arrivée de nouveaux arrivants contribue à la vitalité et compense pour la dénatalité et les taux d'assimilation linguistique, mais est aussi source de tension entre leur ouverture et leur fragmentation et pose des défis sur le plan de la capacité institutionnelle d'accueillir et d'inclure ces nouveaux arrivants (Belkhodja et Gallant, 2004 ; Gallant et Belkhodja, 2005 ; Farmer, 2008 ; Gallant, 2010-2011).

[1] Cette étude a été financée par Voies vers la prospérité et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Nous remercions tous nos participants pour leur temps et leur contribution. Nos assistants de recherche (Yvonne Kasine, Hafida Bencherif et Leigh Vanderloo, à London ; Joyce Akl, Méralyne Fleurant, Zac Tabler, Peter McLaren et Sara-Ève Valiquette-Tessier, à Ottawa) nous ont soutenues lors des diverses étapes du projet. Enfin, nous souhaitons remercier les deux évaluateurs anonymes pour leurs suggestions, et surtout Rémi Léger pour ses commentaires détaillés et ses conseils d'édition attentifs, qui nous ont grandement aidées à améliorer nos propos.

Qu'en est-il des espaces communautaires francophones en situation minoritaire aujourd'hui ? Contrairement à d'autres qui utilisent le terme d'*espace*s francophones comme métaphore pour désigner la ou les communautés francophones dans leurs dimensions sociales, culturelles et politiques (p. ex. : Fourot, 2016), nous entendons par-là des espaces physiques comme les institutions et les organismes (par ex. centres communautaires, écoles, clubs de devoirs, associations culturelles, centres de la petite enfance, clubs sportifs, agences d'établissement) ainsi que les espaces et les médias sociaux virtuels (Facebook, Twitter et autres) et les médias ethniques et communautaires (journaux, radio, télévision).

Notre objectif était d'examiner la nature changeante de ces espaces communautaires francophones à la lumière des politiques récentes mettant l'accent sur l'immigration francophone dans les CFSM. En répondant à cet objectif, nous soulevons deux thèses découlant des résultats d'un projet plus large examinant le rôle des espaces communautaires dans les expériences d'intégration sociale et culturelle des immigrants francophones dans deux communautés francophones minoritaires en Ontario, London et Ottawa. En premier lieu, nous notons que le maintien et la vitalité des espaces communautaires francophones semblent être à risque à cause de la situation de précarité à laquelle ils sont confrontés dans un contexte de politiques publiques où règnent les logiques néolibérales de la compétitivité, de la professionnalisation du monde associatif et des coupures de budget (Trudeau et Veronis, 2009 ; Huot, 2013 ; Lowe *et al.*, 2017). En deuxième lieu, nous avançons l'idée selon laquelle les espaces communautaires francophones continuent à se pluraliser, pour reprendre l'expression de la géographe Anne Gilbert (1999), dans la mesure où un rapprochement, voire une imbrication s'opère entre les réseaux associatifs francophone et immigrant en milieu minoritaire francophone.

La démonstration de nos deux thèses est découpée en quatre principales étapes. Après une revue de la littérature sur les espaces communautaires et l'immigration francophone en contexte minoritaire, nous présenterons notre méthodologie d'étude, et puis nos résultats. Ceux-ci seront organisés autour de trois enjeux principaux : 1) le rôle de ces espaces dans l'intégration des immigrants francophones ; 2) l'invisibilité de la communauté francophone, y compris de ses services et de ses espaces ; et 3) les défis du monde associatif francophone et immigrant à maintenir des espaces communautaires, et donc leur rôle comme espace

intégrateur. Enfin, nous comparerons les résultats et soulignerons les différences entre le contexte minoritaire d'Ottawa et de London. Nous conclurons avec une réflexion sur la pluralisation des espaces communautaires francophones et leur rôle dans l'intégration sociale et culturelle des immigrants francophones en contexte minoritaire.

Les espaces communautaires et l'immigration francophone dans les CFSM

Depuis les années 1990, la recherche sur les CFSM, et plus particulièrement la recherche sur l'Ontario français, s'est penchée sur les enjeux découlant de la modernisation de ces communautés, notamment la transformation de leurs espaces et leur ouverture « mondialisante ». Plus récemment, une deuxième préoccupation s'y est ajoutée, celle de l'immigration francophone en contexte minoritaire. Nous présentons les principaux débats en lien avec ces deux littératures afin de situer notre étude des espaces communautaires dans les villes ontariennes de London et d'Ottawa.

Les espaces francophones communautaires en situation minoritaire

Les espaces communautaires jouent un rôle important dans la vie quotidienne des francophones en situation minoritaire dans la mesure où leur expérience linguistique comme minorité diffère de celles des groupes dominants anglophones (Korazemo et Stebbins, 2001). Ces espaces leur permettent de vivre et de parler en français et leur offrent des opportunités de socialiser ensemble dans un environnement plus large où l'anglais domine.

La forme et la structure de ces espaces se sont vues transformées dans la deuxième moitié du XXe siècle avec le passage vers la modernité et l'urbanisation des communautés francophones minoritaires, y compris en Ontario où se situent nos études de cas. À partir des années 1950-60, les espaces traditionnels de l'église, de la paroisse et du clergé ont cédé la place à de nouveaux organismes et institutions (centres culturels, clubs et associations francophones, centres communautaires, écoles, etc.) dont le rôle était de combler autant les besoins sociaux d'une population urbaine (garde des enfants, camps d'été, activités sociales) que culturels (maintien et promotion de l'identité) (Allaire, 2007 ; Farmer, 1996). Contrairement

aux espaces traditionnels, ces nouveaux espaces collectifs reposent sur la base d'une volonté associative. Il faut souligner qu'ils ont vu le jour dans une conjoncture marquée par l'arrivée de l'État providence, où un gouvernement communautaire devient le pourvoyeur principal des besoins de la population, soit en fournissant des services directs (éducation, santé), soit en finançant divers organismes (généralement à but non lucratif ; p. ex. services d'établissement aux nouveaux arrivants) (Landry, Forgues et Traisnel, 2010).

Cependant, il est important de faire remarquer que la présence de ces espaces communautaires, leurs rôles et les opportunités qu'ils offrent pour soutenir le développement et la vitalité des CFSM varient entre eux selon leur contexte. En effet, Gilbert (1999 ; 2010) souligne la particularité des espaces minoritaires francophones en Ontario, notamment l'hétérogénéité des communautés elles-mêmes, la diversité de leurs institutions et la diversité des réalités et des expériences quotidiennes des francophones étant donné les contextes géographiques et historiques des communautés. C'est pour cette raison qu'elle fait allusion à des espaces franco-ontariens au pluriel : « Les lieux de vie française sont de plus en plus diversifiés, à l'image des populations qui les animent » (1999 : 11). À l'échelle du Canada, cette diversité peut engendrer d'importantes différences au plan des pratiques et discours socioculturels communautaires. Par exemple, Traisnel, Violette et Gallant ont comparé l'Acadie du Nouveau-Brunswick, la francophonie ontarienne et la francophonie britanno-colombienne pour démontrer les différentes façons dont « les discours identitaires produits par les militants du milieu associatif articulent la notion de "diversité culturelle" et l'immigration » (2013 : 9) au sein des communautés francophones en situation minoritaire.

Or, nous en savons peu à propos de l'incidence des flux migratoires sur la forme et la structure de ces espaces communautaires francophones en situation minoritaire. Étant donné la diversification grandissante de la population à travers l'immigration, nous adoptons une étude comparative dans le but de saisir et de rendre compte des transformations continues des espaces communautaires ottaviens et londoniens, et plus précisément leur diversification et pluralisation. Dans ce contexte, il faut aussi tenir compte du virage qu'ont pris les politiques publiques depuis les années 1990 avec la montée de l'idéologie néolibérale prônant le retrait de l'État providence à travers une restructuration des liens entre

les trois niveaux de gouvernement et le monde associatif communautaire, des coupures de budget ainsi que des discours sur la responsabilisation communautaire et citoyenne, donnant lieu à une nouvelle forme de « gouvernance communautaire » où prévalent collaborations et partenariats entre acteurs tant pour l'élaboration des politiques publiques que la prestation de services (Brock et Banting, 2003 ; Magord, 2012 ; Cardinal et Forgues, 2015 ; Léger, 2015).

L'immigration francophone en contexte minoritaire

Depuis le début des années 2000, l'immigration francophone est devenue une priorité du gouvernement fédéral afin de soutenir la vitalité des CFSM. Plusieurs initiatives politiques ont été avancées pour promouvoir l'attraction et la rétention des immigrants francophones en contexte minoritaire (Canada. Bureau du Commissaire aux langues officielles (CLO) et Commissariat aux services en français de l'Ontario (CSFO), 2015 ; Canada. Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire, 2003, 2006 ; Canada. Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne (CMFC) 2006 ; Canada. Comité permanent des langues officielles, 2014 ; Jedwab, 2002 ; Quell, 2002). Tandis que la centralité de l'immigration économique est reconnue, ces documents mettent aussi l'accent sur l'importance de l'intégration sociale et culturelle au sein des CFSM qui deviennent plus diverses.

Cependant, des chercheurs (Farmer, 2008 ; Gallant, 2010 ; Fourot, 2016) ont identifié une tension entre les fonctions démographiques des politiques d'immigration francophone et les implications de ces politiques pour la formation identitaire dans un contexte minoritaire. Alors que les discours institutionnels et politiques reflètent une volonté d'attirer des immigrants et d'être ouvert à la diversité, en pratique des défis persistent sur comment inclure de manière active des nouveaux arrivants d'origines diverses dans les CFSM. En effet, plusieurs auteurs mettent en lumière le fait que les immigrants francophones vivent un processus de double racisation (Madibbo, 2006), de double ghettoïsation (Martin, 2010-2011) et de double minorisation (Lacassagne, 2010 ; Huot *et al.*, 2013 ; Gilbert *et al.*, 2014), de par leur appartenance à la fois à une minorité linguistique et, pour la majorité, à une minorité visible.

Jusqu'à présent, la majorité des recherches sur l'immigration francophone dans les CFSM relève principalement des politiques, pratiques

et discours gouvernementaux et institutionnels (Esses *et al.*, 2016). Par contre, nous en savons moins sur comment l'immigration francophone et la présence des immigrants influencent les espaces communautaires, ainsi que sur le rôle que jouent ces derniers dans leur intégration et participation sociales et culturelles. Notre objectif premier est donc d'examiner la nature changeante des espaces communautaires francophones à la lumière des politiques récentes en mettant l'accent sur l'immigration francophone dans deux CFSM distinctes, et ce, tout en tenant compte des transformations en lien avec la gouvernance communautaire décrites ci-haut.

Méthodologie

Nous avons adopté une méthode qualitative d'étude de cas instrumentale (Stake, 1995). Plus particulièrement, nous avons entrepris une étude comparative d'Ottawa et de London, deux villes désignées sous la *Loi sur les services en français de l'Ontario*. Les deux font partie du Réseau en immigration francophone (RIF Est et RIF Centre-Sud-Ouest), dont le mandat est de soutenir les acteurs œuvrant dans l'établissement des immigrants francophones dans les CFSM (Paquet et Andrew, 2015). Malgré ces similitudes plus générales, les deux communautés se caractérisent par des différences sociogéographiques importantes. Ottawa évolue dans un contexte unique, située à la frontière interprovinciale de l'Ontario et du Québec, et offre une gamme de ressources auxquelles les francophones dans d'autres CFSM n'ont pas accès (Gilbert *et al.*, 2014). La ville accueille une des plus grandes populations d'immigrants francophones hors Québec (Veronis et Couton, 2017). Quant à London, il s'agit d'une ville de taille moyenne avec une petite CFSM. Selon le recensement de 2016, la CFSM d'Ottawa comptait 149 550 individus (16,2 % de la population totale), tandis que celle de London représentait seulement 1,5 % de la population totale (5795 personnes) (Statistique Canada, 2017a ; 2017b). Alors qu'Ottawa est une ville bilingue à proximité de la plus grande population francophone du Canada, London est plus isolée d'un point de vue linguistique, puisqu'aucun des comtés environnants n'est désigné par la *Loi sur les services en français*.

Les résultats présentés ici proviennent d'une étude plus large dont la première étape comportait seize entrevues avec des informateurs clés – huit dans chaque ville. Le but des entrevues était de connaître la perspective d'individus occupant divers postes de leadership au sein des

communautés – des directeurs généraux, des gestionnaires de programmes, des travailleurs de première ligne et des membres de conseils d'administration d'associations, d'institutions et d'organismes francophones et immigrants. Dans la mesure du possible, nous avons sélectionné des organismes à London et à Ottawa qui représentaient et desservaient les populations francophones et immigrantes dont les rôles sont comparables ou équivalents, dont les RIFs, des institutions scolaires et postsecondaires, des centres communautaires, des associations francophones et des fournisseurs de services d'établissement. Toutefois, des différences existaient entre les deux villes. Ottawa disposait d'une agence d'établissement francophone (le CÉSOC), ce qui n'était pas le cas à London où les services d'établissement étaient offerts par une association francophone, l'ACFO London-Sarnia, et le Collège Boréal. Ces entrevues nous ont fourni des connaissances contextuelles et une perspective organisationnelle par rapport aux rôles des espaces communautaires pour l'intégration sociale et culturelle des immigrants francophones. Nous aimerions préciser que parmi nos participants, certains étaient membres « de souche » des CFSM, alors que d'autres étaient eux-mêmes issus de l'immigration, ce qui nous a permis de capter des points de vue divers. Dans cet article, nous présentons donc la problématique de la transformation des espaces communautaires selon la perspective de représentants communautaires travaillant au sein de ces espaces à London et Ottawa.

Suite à la transcription des entrevues, nous avons entrepris chacune l'analyse des données correspondant à notre site de recherche respectif suivant un processus en deux étapes. D'abord, nous avons analysé le texte en entier (Sandelowski, 1995 ; Ryan et Bernard, 2003) en procédant à une première lecture des transcriptions au complet pour capter le sens du texte. Ensuite, nous avons complété un codage inductif de chaque entrevue ligne par ligne (Carspecken, 1996). Enfin, les codes ont été organisés en catégories de manière comparative, contribuant ainsi à l'émergence des enjeux principaux présentés ci-dessous.

Résultats

Trois enjeux principaux ont été identifiés lors du codage inductif et comparatif de nos entrevues avec des représentants d'organismes francophones et immigrants à Ottawa et à London. Ils nous ont parlé du rôle que jouent les espaces francophones communautaires pour l'intégration

et la participation des immigrants francophones, de l'invisibilité des communautés francophones et des défis qu'ils confrontent pour maintenir ces espaces. Bien que ces enjeux soient communs aux deux sites, les expériences diffèrent en partie à cause du contexte minoritaire distinct de chaque ville, comme nous le soulignerons plus bas.

Le rôle des espaces communautaires dans l'intégration des immigrants francophones

Pour comprendre comment les espaces communautaires se transforment et se pluralisent à la lumière de l'immigration croissante, particulièrement dans le contexte des stratégies de gouvernance néolibérale qui remodèlent le secteur des services sociaux, il était important d'examiner comment les intervenants communautaires comprenaient le rôle des espaces communautaires francophones dans l'intégration des immigrants francophones. Au-delà de l'insistance de certains participants sur l'importance de l'accessibilité des espaces communautaires en termes de transport, de coûts, etc., la majorité des représentants tant à London qu'à Ottawa pensent que leurs espaces offrent un environnement généralement accueillant de par leur nature francophone et l'effort entrepris pour les rendre inclusifs. Selon eux, la disponibilité de ressources et l'offre de services et d'activités en français dans un contexte minoritaire contribuent à rendre les organismes communautaires francophones et leurs locaux des espaces importants pour les immigrants. Par exemple, plusieurs participants ont parlé des opportunités de bénévolat en français offertes par leur organisme, qui peuvent aider les nouveaux arrivants à obtenir de l'expérience dans un milieu de travail canadien, ainsi que des possibilités pour développer des réseaux en interagissant avec d'autres personnes. Les réunions, les foires et les événements ponctuels organisés par les organismes créent aussi des espaces où une diversité de membres de la communauté francophone peut se rencontrer.

À London, la majorité des participants a mis l'accent sur les possibilités de réseautage et de dialogue dans ces espaces communautaires. Une participante a expliqué que des liens à la fois professionnels et personnels peuvent s'y développer :

> Je pense […] que l'espace devient en fait un point de rencontre, un point de ralliement, il y a des gens, quand il y a un évènement que tout le monde se retrouve là, il y a des gens qui habitent à London mais qui ne se sont pas vus

> pendant un an ou deux, mais qui se rencontrent là donc cet espace sert à ça. […] Il y a des partenariats qui se créent pendant ces rencontres-là, quand ces gens se retrouvent dans cet espace-là et puis s'échangent des numéros de téléphone, des cartes d'affaires et continuent leur partenariat plus tard en dehors une fois que l'activité est terminée. Donc […] il y a beaucoup de choses qui se développent après ça parce qu'il y beaucoup de liens d'amitié qui se sont créés à la suite de ces rencontres-là puis les gens en dehors du bureau ils continuent à se voir. (London 1-4)

Les participants ont aussi souligné le rôle des espaces communautaires francophones comme point de chute vers les communautés tant francophone qu'anglophone de London. Une participante a décrit comment les gens découvrent leur communauté par l'entremise de ces espaces :

> Pour ceux qui ne savent pas supposons que [organisation] existe ou le centre communautaire, puis qui sont nouvellement arrivés, souvent le point de chute ou les points centraux où les gens vont aller c'est à la bibliothèque, je pense c'est assez international pour tout le monde. On va aller à la bibliothèque, on va aller à la piscine, on va aux endroits où tout le monde se réunit. Pour nous, ça nous permet d'entrer en relation avec les personnes, puis les informer de qu'est-ce qui se passe […], ils apprennent s'ils sont intéressés les activités en français, puis ça fait une chaine et puis là tout le monde s'entraide. (London 1-7)

En d'autres termes, les organismes utilisent ces espaces communautaires pour construire des ponts entre les immigrants francophones et la CFSM, mais aussi la communauté majoritaire.

À Ottawa, les participants ont également parlé du rôle des espaces communautaires francophones pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants, notamment la qualité des services d'établissement visant à les familiariser avec la communauté et les institutions francophones allant d'ateliers d'information à des visites guidées, des activités sociales et des foires avec des employeurs francophones. Ces services représentent un espace de rapprochement concret entre le monde associatif immigrant et la communauté francophone de souche. En particulier, les participants ont identifié les centres communautaires et les écoles – deux institutions francophones clés pour les membres des CFSM (Farmer, 1996) – comme des lieux propices pour l'implication des immigrants francophones. Toutefois, plusieurs participants ont suggéré que les rapports entre immigrants francophones et membres de la communauté de souche étaient complexes et ont reconnu que les deux groupes interagissent peu. Une participante déclare :

> J'ai l'impression qu'on a toujours tendance à […] offrir des services aux immigrants. C'est des immigrants entre les immigrants. On n'a pas beaucoup de services qui […], c'est parce que les besoins ne sont pas les mêmes. […] Je pense que si on crée quelque chose où on partage l'expérience, qu'il y ait un espace où les Canadiens de souche partagent une expérience avec leur façon de vivre, dans le temps, parce qu'il y a beaucoup […] de choses qui sont similaires à la culture immigrante mais on ne partage pas ça. (Ottawa 1-6)

Les propos n'étaient pas toujours explicites, mais certains ont fait allusion à des questions de racisme, ou du moins « d'ignorance » (Ottawa 1-3) et « de manque de connaissances » (Ottawa 1-2), qui ne facilitent pas la participation des immigrants francophones dans la communauté de souche. En ce sens, à London plusieurs participants ont également souligné l'importance d'assurer une représentation de la diversité des francophones dans les activités communautaires francophones pour promouvoir un sens d'appartenance auprès des immigrants.

Enfin, les participants dans les deux villes ont discuté de la forme et de la structure des espaces communautaires francophones. À London, on a signalé l'absence d'un espace de rencontre communautaire central de type « guichet unique » (englobant tous les services en français, et non pas seulement les services d'établissement). Cela représente un défi important dans une ville où les services et la population sont dispersés, et donc un obstacle additionnel à l'accueil des immigrants francophones :

> Ce qui nous manque, notre obstacle pour le francophone, c'est d'avoir […] une maison francophone, par exemple où les gens pourraient se retrouver. […] Vous avez des clubs italiens, vous avez des clubs allemands, des clubs néerlandais, mais il n'y a pas un espace en dehors de [centre communautaire], c'est espace communautaire mais […] ce n'est pas un espace où on se dit : « Tiens, j'entre » parce qu'il toujours quelqu'un là-bas. Ça, ça nous manque. (London 1-2)

Bien que l'absence d'un espace physique commun soit un défi pour le ralliement de la CFSM à London, plusieurs participants ont parlé des partenariats formés entre organismes et institutions francophones, mais également anglophones, qui permettent de créer des espaces du moins temporaires pour des réunions, la coordination des programmes et l'organisation d'événements communautaires francophones conjoints. Par exemple, un comité d'immigration francophone chapeauté par le RIF existait au sein de la plus grande « table de concertation » francophone de London. Ce comité était composé d'une dizaine de représentants

de différentes institutions et d'organismes communautaires qui intervenaient dans le domaine de l'immigration francophone et qui se rencontraient régulièrement pour travailler ensemble à améliorer l'intégration des nouveaux arrivants. Une participante qui y était impliquée a expliqué :

> […] on note des stratégies de partenariat justement avec tous les partenaires intervenants dans le domaine, et puis également [pour] organiser des rencontres de sensibilisation, d'engagement des employeurs, des acteurs économiques et alors gérer des projets ponctuels, principalement des initiatives qui émergeraient de la communauté. (London 1-5)

À Ottawa, la majorité des participants a insisté sur l'existence d'un réseau solide de partenariats et de collaborations entre divers organismes et institutions francophones, et dans une certaine mesure avec les agences d'établissement anglophones. Ce réseau permet de mieux subvenir aux divers besoins des immigrants francophones en évitant la duplication des services et en maximisant l'efficacité de l'aiguillage. Un bon exemple est le programme des Travailleurs en établissement dans les écoles (TÉÉ), qui a été mis sur pied en collaboration entre les deux conseils scolaires francophones. Offert directement dans les écoles, ce programme fonctionne principalement sur la base de l'aiguillage et la majorité des services sont fournis en partenariat avec les agences en établissement. Autrement dit, les écoles francophones sont vues comme un espace pour atteindre les familles de nouveaux arrivants francophones et où mettre à leur disposition les services d'établissement dont ils pourraient avoir besoin. Une participante décrit l'attitude des organismes face à ces questions à Ottawa :

> Ils [les divers organismes francophones] sont en partenariat et de plus en plus ils sont vraiment bons, même les deux conseils scolaires d'Ottawa de plus en plus travaillent ensemble sous [l'égide] du réseau [RIF] […] parce que nous on veut que ça soit au-delà de la compétition entre les conseils scolaires. […] Vraiment là, l'idée de concertation autour d'un thème qui pense à un deuxième niveau. C'est plus le nombre d'élèves dans *mon école*, c'est le nombre d'enfants dans *ma francophonie*. (Ottawa 1-2 ; nous soulignons)

Ces propos soulignent un virage dans la compréhension du rôle des espaces communautaires francophones tant par les institutions francophones que les organismes d'établissement comme étant à la fois des espaces *par* et *pour* la francophonie, mais aussi des espaces qui peuvent faciliter l'intégration et la participation des immigrants dans la CFSM.

Pour ce faire, les participants ont souligné le potentiel des réseaux et des partenariats entre organismes francophones, notamment entre agences d'établissement et institutions francophones, comme une formule gagnante pour intégrer les nouveaux arrivants francophones d'une manière qui a un impact positif autant sur les immigrants eux-mêmes que sur la communauté francophone plus large. Pour notre part, nous souhaitons mettre en lumière l'effet de *pluralisation* des espaces francophones communautaires découlant de ces collaborations entre les mondes associatifs immigrant et francophone. Il apparait que les espaces communautaires francophones et leurs rôles se diversifient alors qu'ils desservent autant les besoins multiples des francophones de souche que des immigrants francophones, tout en servant à rapprocher les deux groupes. Néanmoins, nous avons remarqué que malgré l'existence d'un bon réseau, les liens entre divers organismes et associations francophones et immigrants sont encore en développement.

L'invisibilité de la communauté francophone

Le deuxième enjeu soulevé lors des entrevues à London et à Ottawa concerne la visibilité, ou plutôt l'*in*visibilité de la communauté francophone ainsi que de ses services et de ses espaces communautaires. Cette invisibilité se manifeste de façon différente dans chaque ville. À Ottawa, il s'agissait surtout du manque de visibilité des services et institutions francophones auprès des agences d'établissement anglophones, qui parfois n'orientent pas les nouveaux arrivants francophones vers eux. D'autre part, il a aussi été question d'un manque de connaissance parmi les immigrants francophones de l'existence de services et d'institutions francophones, ce qui limite leur utilisation et leur participation aux espaces francophones. Une manifestation et une conséquence fréquentes de ces formes d'invisibilité sont que les enfants des familles immigrantes francophones sont souvent inscrits dans les écoles anglophones, ce qui complexifie l'intégration, et donc la participation des parents dans la communauté.

> [J]e me suis rendue compte qu'il y a beaucoup de parents qui ont inscrit leurs enfants […] dans les écoles anglophones alors qu'eux [ne sont] même pas anglais, ce qui fait que ça crée des barrières […] pour parler avec les professeurs […] pour aider l'enfant, ça crée comme une grande barrière. Les parents ne vont pas à l'école, ils sont pas impliqués dans la vie des enfants, dans l'éducation des enfants. (Ottawa 1-6)

Cette participante avait elle-même fait l'expérience d'avoir inscrit ses enfants à l'école anglophone, avec des impacts sur son intégration : « L'organisme nous a accueillis, les enfants étaient inscrits directement dans une école […] c'était plus anglais […] ce qui fait que […] ça a pris du temps pour que je puisse aller m'impliquer ».

Toutefois, la situation à London est encore plus complexe à cause du manque de visibilité de la communauté francophone en général auprès de la population majoritaire anglophone. Cette méconnaissance de la présence d'une population francophone dans une ville désignée nuit à la visibilité des organismes francophones ainsi qu'à la population immigrante francophone. Cette invisibilité crée une série de difficultés pour ces immigrants et les organismes qui les desservent, contribuant à un cycle vicieux comme l'a décrit une participante :

> [Les immigrants] arrivent, ça prend un certain […] temps avant de bénéficier des services, avant de connaitre les espaces francophones. La visibilité est dans les deux sens puisqu'on parle des minorités linguistiques je dirais la méconnaissance des espaces francophones, des services des opportunités, donc souvent ils vont se joindre à différentes initiatives qui sont davantage adressées à un public anglophone, puis ça prend un certain […] temps, les services ne leur conviennent pas ou des difficultés de la communication, etc., donc la référence arrive souvent [trop tard] donc c'est une difficulté qui est vécue. (London 1-5)

En raison de cette invisibilité, plusieurs ont parlé de la participation limitée de la communauté francophone aux activités et événements organisés par les organismes à London. Souvent, seul un petit pourcentage de la communauté y assiste. Mais un problème plus important a été identifié en lien avec ce défi, celui de l'assimilation des francophones, dont les immigrants, dans la communauté majoritaire anglophone. En effet, les participants de London ont parlé de la perte de clientèle potentielle au profit des organismes anglophones. D'une part, il est difficile d'identifier les immigrants d'expression française parce qu'ils ne s'affichent pas nécessairement de façon explicite dans la francophonie ou alors ne sont pas toujours reconnus comme étant francophones. D'autre part, comme les services d'établissement sont offerts dans les deux langues officielles par des organismes anglophones et francophones, les nouveaux arrivants se dirigent souvent vers les premiers qui sont plus visibles. Ces facteurs contribuent à la dynamique d'assimilation, comme il nous a été expliqué :

> À London c'est majoritairement anglophone, et les francophones, on essaie de crier fort mais des fois ça ne s'entend pas. Il y a beaucoup plus d'agences

> anglophones que francophones qui offrent des services en établissement. Donc encore une fois, ils peuvent recevoir un client qui est du Maroc qui parle l'anglais, qui parle arabe mais aussi sont francophones, mais dès […] qu'ils vont là ils sont cochés comme des arabophones ou des anglophones, mais s'ils ont su qu'on a des services en français, ils [seraient venus] nous voir. (London 1-3)

Étant donné ces circonstances, on nous a parlé du besoin d'informer la communauté plus large de London sur l'existence de la CFSM et sur l'importante offre de services en français. Certains participants espéraient que ces informations aideraient à combattre le manque d'aiguillage vers les organismes francophones.

Ceci dit, les organismes francophones ne sont pas passifs face à cette situation et plusieurs participants ont décrit les efforts continus qu'ils entreprennent pour augmenter la visibilité de la communauté francophone à London et faire connaitre les espaces et les services existants :

> On fait vraiment tout ce qu'on peut pour réussir à aller chercher cette clientèle-là, en établissant des *partenariats avec les groupes communautaires qui sont ethnoculturels, avec les différentes organisations à but non lucratif* qui existent sur le territoire. On essaie d'être présents *à toutes les activités* […]. Alors en *multipliant les démarches pour aller les chercher là où ils sont*, on espère pouvoir aller les atteindre et puis leur démontrer que la francophonie existe et qu'on est là pour leur donner des services. (London 1-6 ; nous soulignons)

Ce participant énumère les multiples stratégies mises en place pour atteindre les divers groupes et espaces communautaires francophones. De ce fait, nous observons non seulement un rapprochement et une association, mais une réelle interpénétration des divers espaces communautaires francophones dans la mesure où associations ethnoculturelles, institutions et groupes communautaires francophones de souche et services d'établissement (entre autres) travaillent de concert de sorte qu'ils viennent à se confondre les uns avec les autres. Ce qui est aussi le cas pour les organismes d'Ottawa, tel que nous en avons discuté plus haut en lien avec les divers efforts entrepris pour créer un réseau et des partenariats solides. Néanmoins, à Ottawa, on nous a dit qu'il s'agit surtout d'augmenter la visibilité des services auprès de la communauté francophone elle-même et des organismes anglophones, mais non pas de la communauté anglophone en général. Ces enjeux sur l'invisibilité des communautés francophones mettent en lumière plusieurs obstacles qui peuvent entraver l'accès et l'utilisation des espaces communautaires francophones pour les nouveaux arrivants, et donc avoir un impact important sur leurs expériences d'intégration et de participation dans

les CFSM. Nos résultats, toutefois, démontrent comment la stratégie de la pluralisation des espaces francophones communautaires peut servir à augmenter la visibilité à la fois de ces espaces et des CFSM.

Défis liés au maintien et à la vitalité des espaces communautaires francophones

À London comme à Ottawa, les participants ont identifié trois principaux défis liés au maintien des espaces communautaires francophones qui à leur tour affectent leur rôle à faciliter l'intégration sociale et culturelle des immigrants francophones. Ces défis résident dans 1) le financement, 2) la compétition entre organismes et 3) la capacité à diffuser l'information et à rejoindre les populations immigrantes francophones. Alors que les deux premiers découlent directement des politiques néolibérales, les participants ont souvent parlé des trois défis comme étant interreliés.

La majorité des participants a mentionné des problèmes de financement, dont des coupures de budget et un manque de subventions à long terme qui créent de l'insécurité dans le fonctionnement des organismes – ce qui est le cas pour divers secteurs du monde associatif communautaire au Canada suite à l'imposition de politiques publiques néolibérales touchant les minorités de langue officielle (Cardinal et Forgues, 2015) ainsi que l'établissement des immigrants (Creese, 2011 ; Trudeau et Veronis, 2009 ; Lowe *et al.*, 2017). Un participant de London disait que les principaux obstacles sont :

> […] le manque de ressources et de financement. À l'heure actuelle ce sont des financements ponctuels qui ne sont pas nécessairement renouvelés et qui ne sont pas nécessairement renouvelables. Alors à partir de là c'est très difficile d'avoir des programmes à long terme qui vont porter fruit parce que une fois qu'on commence à avoir des résultats bons alors on se voit dire : « Écoutez, il n'a plus de sous. » (London 1-1)

Ils ont expliqué que les coupures dans le financement perturbent la programmation surtout lorsqu'elles impliquent la perte d'emploi pour les membres du personnel. Exprimant sa frustration à cet égard, une participante à Ottawa a affirmé :

> […][O]ù est-ce qu'on s'en va avec la communauté francophone si on n'a pas, si les immigrants qui viennent d'arriver, les francophones n'ont pas de services de base pour leur orientation, pour leur intégration ? Comment est-ce qu'on va les installer ? Est-ce qu'on va aller les plonger directement en anglais, donc : « Va prendre le cours d'anglais pendant une année ou deux ans ou trois ans, après tu vas t'installer » Ça c'est faire des choses à l'envers. (Ottawa 1-6)

Dans cet extrait, la participante fait clairement allusion à l'impact de ces coupures, non seulement sur les nouveaux arrivants, mais aussi sur la communauté francophone plus large. Autrement dit, ces coupures affectent la création, le maintien et la qualité des espaces communautaires francophones, avec des répercussions pour l'intégration des immigrants francophones dans les CFSM. Suite à cela, elle a parlé de l'impact des coupures sur ses tâches quotidiennes, puisqu'elle se retrouvait responsable des clients du poste qui avait été éliminé.

Les problèmes de financement ont été identifiés comme étant en partie un facteur à la source de la compétition entre les organismes, tant pour obtenir des subventions que pour attirer et garder des clients – ces pressions étant typiquement associées aux logiques néolibérales :

> Puis le défi qu'on a, puis ça on le rencontre pas juste à Ottawa, on le rencontre partout ailleurs ; parce que [le Ministère] exige des nombres, ça fait ce genre de compétition avec les organisations [un organisme anglophone] va desservir l'immigrant francophone jusqu'au maximum […]. Au lieu de dire : « Ah, t'es francophone », il va travailler [avec le] CÉSOC ; il peut pas faire ça parce que le nombre [ne comptera] pas pour lui, et lui il a un service en français à défendre. Alors, ces ententes-là entre le Ministère et les organisations devraient exister, pour que ça soit facile pour eux, puis pas perdant pour eux de dire on va préférer un service francophone, parce que moi je fais une grande différence entre un « service offert en français » et « un service francophone ». (Ottawa 1-2)

Nous avons noté que cette compétition entre organismes diffère d'une ville à l'autre. À Ottawa, il a été suggéré qu'elle se joue principalement entre organismes francophones et anglophones, alors qu'à London, elle se tient aussi entre les organismes francophones eux-mêmes, avec des impacts qui peuvent être néfastes pour la communauté francophone dans son ensemble. Par exemple, une participante expliquait que la compétition entre organismes à London peut nuire au développement de collaborations et de partenariats :

> […] le manque de communication entre les organismes francophones même, et c'est la compétition en fait. Finalement parce que si deux organismes servent la même population chacun va vouloir arracher, alors ce n'est pas au profit des nouveaux arrivants, ça leur nuit plus qu'autre chose […]. (London 1-4)

Le troisième défi réside dans la capacité à atteindre les immigrants francophones pour les informer de l'existence de services leur étant destinés, et plus généralement à diffuser cette information dans la communauté. D'une part, on nous a expliqué que les budgets de publicité et

de promotion sont les premiers à souffrir des coupures et du manque de financement. D'autre part, le contexte dynamique de l'immigration et du monde associatif a été soulevé, et donc le besoin constant de diffuser l'information. Il y a toujours de nouveaux arrivants – dont les besoins sont à la fois complexes et diversifiés – qui ne sont pas nécessairement au courant des efforts de sensibilisation précédant leur arrivée :

> Le premier [obstacle] pour nous c'est de les trouver, les identifier et d'aller les chercher. Le deuxième ça sera, même quand on est allés les chercher et qu'on les a identifiés, ça va vraiment être cibler leurs besoins. Et c'est pas qu'on a accueilli 15 à 20 nouveaux arrivants l'année d'avant, les 20 autres qui vont arriver, ça je dis souvent, l'obstacle c'est […] il faut recommencer, aller identifier les besoins, aller identifier ce qui n'est pas compris, aller donner vraiment l'information dont les gens ont besoin et les prendre par la main et les guider vers cette intégration. (London 1-6)

Quant au monde associatif, il est sujet à des changements fréquents, dont des roulements de personnel et d'offre de services – découlant entre autres des logiques néolibérales de financement. Il s'agit alors de maintenir les autres organismes et partenaires à jour :

> Il y a vraiment un certain mouvement de personnel, donc notre travail à nous c'est de revenir constamment parler de nos programmes, de nos services. […] C'est pour ça que ce guide-là [dépliant] devient important lorsqu'on fait justement de la représentation, parce que nos conseillers en formation vont sur le terrain rencontrer les agents d'établissement, et vont faire la tournée […] de nos partenaires pour leur parler de notre offre de service. […] Nos services changent, alors s'il y a un financement qui a changé, s'il y a un nouveau projet qui s'est rajouté […] alors, on va changer […] notre dépliant. (Ottawa 1-5)

Toutefois, les défis à London semblaient plus nombreux et aussi plus importants. Certains ont parlé d'un manque de services en français en général, et donc de l'obligation d'accompagner les immigrants auprès d'organismes offrant des services uniquement en anglais. La question de l'échelle géographique est également ressortie dans les entrevues. Étant donné que la population francophone dans le centre-sud-ouest de l'Ontario est géographiquement dispersée et relativement plus petite, plusieurs organismes ont un mandat régional plutôt que local, desservant une grande région avec peu de ressources, ce qui présente des obstacles uniques.

À London toujours, d'autres ont identifié le manque d'une approche coordonnée des services au sein de la communauté qui faciliterait l'intégration des immigrants. En effet, il semble que la compétition entre

organismes est beaucoup plus forte à London qu'elle ne l'est à Ottawa. Cette compétition additionnée au manque de financement contribue à la difficulté de rejoindre la clientèle cible et de diffuser l'information. De plus, certains ont indiqué que la compétition engendre une duplication des services qui à son tour peut causer de la confusion pour les nouveaux arrivants qui n'ont pas une vue d'ensemble des programmes disponibles. Enfin, le travail d'aiguillage devient plus complexe lorsque plusieurs organismes offrent les mêmes services. Au contraire, les représentants interviewés à Ottawa ont souvent parlé de l'existence d'un réseau solide de collaborations et de partenariats entre eux, ce qui leur permet d'éviter des problèmes comme la duplication des services tout en facilitant le travail d'aiguillage. Outre le fait que la gouvernance communautaire est basée sur les collaborations et partenariats entre acteurs tels que prônés par l'idéologie néolibérale, il est utile de faire remarquer que les organismes communautaires optent parfois pour travailler ensemble et développer des réseaux comme stratégie afin de contrer les pressions financières et atténuer la compétition (Trudeau et Veronis, 2009 ; Creese, 2011). Cette stratégie a effectivement été adoptée à Ottawa (Veronis, 2013 ; Veronis et Couton 2017), et dans une moindre mesure à London où, cela dit, la compétition prévaut encore ; les circonstances pourraient toutefois changer étant donné que les participants reconnaissaient l'existence du problème et les avantages et bénéfices que leur apporterait un travail en collaboration.

En somme, malgré des différences entre les deux sites, les trois défis principaux ont été discutés autant par les représentants à Ottawa qu'à London et par tous les types d'organismes participant à notre recherche. Ces résultats mettent donc en lumière les difficultés auxquelles fait face le monde associatif – que les organismes soient francophones, immigrants ou immigrants francophones – et leur impact sur la vitalité des espaces francophones communautaires. Comme d'autres secteurs et organismes communautaires, ils sont confrontés à une situation de précarité qui rend le travail d'accueil, d'intégration et d'inclusion des immigrants francophones encore plus difficile et qui, le cas échéant, présente des répercussions pour les CFSM dans leur ensemble. Or, la pluralisation des espaces communautaires apparait comme une stratégie qui peut aider à contrer, ou du moins à atténuer les impacts des politiques néolibérales sur les organismes dans les CFSM, par exemple en permettant le partage de ressources et des collaborations qui réduisent la compétition entre

organismes, en diversifiant les sources de financement et en augmentant la visibilité des services existants.

Vers la pluralisation des espaces communautaires francophones ?

Notre recherche met en lumière les transformations plus récentes dans la nature et la forme des espaces communautaires francophones en situation minoritaire, notamment dans un contexte de mise en place des politiques d'immigration visant l'accueil, l'établissement et la rétention d'individus et de familles dans les CFSM. En particulier, nous avançons l'idée que les espaces communautaires francophones continuent à se pluraliser. Il ne s'agit pas seulement d'une simple « diversification » reflétant l'hétérogénéité et la diversité démographique grandissante des populations suite à leur ouverture mondialisante, mais plutôt une réflexion sur leur transformation structurelle. Bien que notre échantillon ait été limité, nous notons que les propos de nos seize participants – qui représentaient une diversité d'organismes francophones et immigrants à travers les deux études de cas – coïncidaient avec cette transformation. Alors que jusqu'à récemment les mondes associatifs francophones et immigrants avaient tendance à opérer en silos isolés, nous avons constaté parmi les organismes inclus dans notre recherche un changement de dynamique plus profond. Outre des efforts de collaboration, les espaces francophones eux-mêmes deviennent pluriels dans le sens où ils servent des fonctions multiples – d'où notre référence à un processus de *pluralisation*. En effet, les espaces communautaires francophones « modernes » identifiés par Farmer (1996), tels que les centres communautaires, les institutions scolaires, les associations et les clubs francophones, ont élargi leur rôle au-delà des besoins sociaux et culturels des communautés de souche pour aussi inclure ceux des nouveaux arrivants (par ex. en offrant des services d'établissement), et dans une certaine mesure auraient ainsi pris sur eux la responsabilité de catalyseur interculturel pour nourrir le dialogue entre les divers membres des communautés francophones. De même, certains organismes, associations ou initiatives immigrants deviennent des espaces de la francophonie à part entière en revêtant les couleurs des CFSM, en soutenant leurs luttes et en s'associant pour défendre leurs droits.

Ces transformations, selon nous, peuvent être comprises en lien avec deux tendances plus larges. D'un côté, il s'agit de la présence des

immigrants francophones et d'une reconnaissance de la diversité de la communauté et de ses besoins, et donc une transformation basée sur la diversification démographique des CFSM. De l'autre se trouvent les défis qu'affrontent les organismes du monde communautaire, tant francophones qu'immigrants, surtout en termes de pressions financières et de compétition, celles-ci, en effet, les pousseraient ou du moins les inciteraient à rechercher des subventions et des partenariats dans d'autres secteurs de politiques publiques. Bien que nous ne puissions déterminer si les impacts de ces deux tendances opèrent de manière indépendante ou conjointe sur les organismes communautaires qui nous intéressent ici, il est probable qu'elles s'influencent mutuellement.

De fait, les espaces communautaires francophones, tout comme les organismes et les associations desservant la population immigrante, font face aux effets de la transformation des interventions étatiques dans divers secteurs des politiques publiques, dont celui des langues officielles (Cardinal et Forgues, 2015) et celui de l'établissement (Creese, 2011 ; Trudeau et Veronis, 2009 ; Lowe *et al.*, 2017). Ces défis comportent des compressions budgétaires, de nouvelles logiques de financement, la compétition entre organismes et diverses formes de partenariat (Huot, 2013 ; Léger, 2015). Les espaces communautaires francophones dont il est question ici sont sujets à ces nouvelles modalités d'action adoptées par l'État, avec des répercussions pour l'intégration des immigrants francophones dans les CFSM et pour la capacité institutionnelle des communautés à les accueillir et à les inclure en leur sein.

Un apport de notre étude comparative est, d'une part, qu'elle permet de souligner comment l'expérience de ces défis diffère selon les contextes des communautés minoritaires. Ils semblent plus importants à London, qui est une ville de taille moyenne où la proportion de la population francophone et immigrante est plus faible, et donc où la présence d'organismes francophones et immigrants est moins bien établie et surtout moins visible. Ces circonstances expliquent dans une certaine mesure la compétition plus féroce entre organismes à London, et le risque plus significatif d'assimilation des immigrants francophones à la communauté anglophone majoritaire. Par contre, les institutions francophones et les organismes immigrants sont mieux établis à Ottawa où il existe un réseau interorganisationnel solide depuis plusieurs années (Veronis, 2013 ; Veronis et Couton, 2017), ce qui augmente la capacité institutionnelle à répondre aux besoins des immigrants francophones – bien qu'elle reste en deçà des services offerts par des organismes anglophones.

D'autre part, nos résultats suggèrent que les liens entre les membres divers de la communauté francophone se font plus facilement à London qu'à Ottawa, et les espaces communautaires francophones y sont pour quelque chose. En effet, la communauté francophone étant plus petite et plus isolée à London, elle est peut-être plus solidaire – comme démontré dans le cas de Sudbury par Lacassagne (2010) – ce qui n'est le cas à Ottawa. Cette question des rapports entre immigrants francophones et les membres des communautés de souche devrait être examinée plus en profondeur dans des recherches futures.

En conclusion, nous aimerions insister sur le rôle que jouent les espaces communautaires francophones pour faciliter l'intégration sociale et culturelle des immigrants francophones dans les CFSM – en subvenant à leurs besoins d'établissement immédiats ainsi que ceux à moyen et plus long terme, comme interagir avec d'autres francophones, développer des liens et des réseaux et enfin, s'impliquer et participer dans la communauté. Or, ce rôle des espaces communautaires francophones et les opportunités d'engagement qu'ils offrent pourraient être encore plus significatifs si ce n'était des défis auxquels fait face le monde associatif communautaire, défis qui sont intensifiés par le contexte minoritaire de ces communautés, comme leur invisibilité. Les espaces communautaires francophones en contexte minoritaire ont-ils besoin de s'« immigrantiser » pour survivre ? Et les organismes immigrants ont-ils besoin de s'afficher comme francophones et promouvoir la francophonie pour être reconnus et inclus dans les CFSM ? Nous espérons que ces réflexions contribueront à stimuler les débats concernant les transformations qui animent les CFSM, leurs populations, leurs institutions et leurs lieux de vie au cours du XXIe siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Allaire, Gratien (2007). « From "Nouvelle-France" to "Francophonie canadienne": a historical survey », *International Journal of the Sociology of Language,* vol. 185, p. 25-52.

Belkhodja, Chedly, et Nicole Gallant (2004). « D'un déficit de diversité… à la production de la diversité : l'expérience immigrante francophone au Canada et au Nouveau-Brunswick », dans Joseph Gatugu, Spyros Amorantis et Altay Manço (dir.),

La vie associative des migrants : quelles (re)connaissances ? : réponses européennes et canadiennes, Paris, L'Harmattan, p. 79-94.

Brock, Kathy L., et Keith Banting (dir.) (2003). *The non-profit sector in interesting times. Case studies in a changing sector*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

Canada. Bureau du Commissaire aux langues officielles (CLO) et Commissariat aux services en français de l'Ontario (CSFO) (2015). *Agir maintenant pour l'avenir des communautés francophones : pallier le déséquilibre en immigration*, Ottawa, Commissariat aux langues officielles.

Canada. Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire (2003). *Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire,* Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada.

Canada. Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire (2006). *Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire,* Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada.

Canada. Comité permanent des langues officielles (2014). *Saisir l'occasion : le rôle des communautés dans un système d'immigration en constante évolution*, Ottawa, Sénat, décembre.

Canada. Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne (CMFC) (2006). « La francophonie canadienne : enjeux, défis et pistes pour l'avenir », sur le site de la CMFC, [http://www.cmfc-mccf.ca/docs/publications/La%20Francophonie%20canadienne%20enjeux,%20d%C3%A9fis%20et%20pistes%20pour%20l'avenir.pdf] (19 juin 2019).

Cardinal, Linda, et Éric Forgues (dir.) (2015). *Gouvernance communautaire et innovations au sein de la francophonie néobrunswickoise et ontarienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Carspecken, Phil Francis (1996). *Critical Ethnography in Educational Research: A Theoretical and Practical Guide*, New York, Routledge.

Creese, Gillian (2011). « Government restructuring and settlement agencies in Vancouver », dans Christine Milligan et David Conradson (dir.), *Landscapes of Voluntarism. New spaces of Health, Welfare and Governance*, Bristol, The Policy Press, p. 191-208.

Esses, Victoria, *et al.* (2016). *Synthesis and analysis of research on immigrants to official language minority communities in Canada*, Ottawa, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, mars.

Farmer, Diane (1996). *Artisans de la modernité : les centres culturels en Ontario français*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française ».

Farmer, Diane (2008). « L'immigration francophone en contexte minoritaire : entre la démographie et l'identité », dans Joseph Yvon Thériault, Anne Gilbert et Linda Cardinal (dir.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada : nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Montréal, Éditions Fides, p. 121-159.

Forest, Marième, et Anne Gilbert (2010). « Le sort de la culture dans la francophonie canadienne : le discours du milieu associatif en contexte », *Recherches sociographiques*, vol. 51, nº 3 (septembre-décembre), p. 365-387.

Fourot, Aude-Claire (2016). « Redessiner les espaces francophones au présent : la prise en compte de l'immigration dans la recherche sur les francophonies minoritaires au Canada », *Politique et Sociétés*, vol 35, nº 1, p. 25-48.

Gallant, Nicole (2010). « Représentations sociales et représentation politique : présence immigrante dans les organismes de la francophonie minoritaire au Canada », *Politique et Sociétés,* vol. 29, nº 1, p. 181-201.

Gallant, Nicole (2010-2011). « Communautés francophones en milieu minoritaire et immigrants : entre ouverture et inclusion », *Revue du Nouvel-Ontario*, nº 35-36, p. 69-105.

Gallant, Nicole, et Chedly Belkhodja (2005). « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada », *Études ethniques au Canada = Canadian Ethnic Studies*, vol. 37, nº 3, p. 35-58.

Gilbert, Anne (1999). *Espaces franco-ontariens*, Hearst, Le Nordir.

Gilbert, Anne (2008). « La refondation de la communauté franco-ontarienne par l'école », dans Anne Trépanier (dir.), *La rénovation de l'héritage démocratique : entre fondation et refondation*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, p. 220-242.

Gilbert, Anne (dir.) (2010). *Territoires francophones : études géographiques sur la vitalité des communautés francophones du Canada*, Québec, Éditions du Septentrion.

Gilbert, Anne, *et al*. (2014). *La frontière au quotidien : expériences des minorités à Ottawa-Gatineau*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Heller, Monica, et Normand Labrie (2003). « Langue, pouvoir et identité : une étude de cas, une approche théorique, une méthodologie », dans Monica Heller et Normand Labrie (dir.), *Discours et identités : la francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Cortil-Wodon (Belgique), Éditions modulaires européennes, p. 9-40.

Huot, Suzanne (2013). « Francophone immigrant integration and neoliberal governance: the paradoxical role of community organizations », *Journal of Occupational Science*, vol. 20, nº 4, p. 326-341.

Huot, Suzanne, *et al.* (2013). « Expanding Policy-Based Conceptualizations of "Successful Integration": Negotiating Integration Through Occupation Following International Migration », *Journal of Occupational Science*, vol. 20, nº 1, p. 6-22.

Jedwab, Jack (2002). *L'immigration et l'épanouissement des communautés de langues officielles au Canada : politiques, démographie et identité*, Ottawa, Bureau du Commissaire aux langues officielles.

Korazemo, Charles, et Robert A. Stebbins (2001). « Les immigrants francophones de Calgary : leurs problèmes d'insertion dans les communautés francophones et anglophones », *Cahiers Franco-Canadiens de l'Ouest,* vol. 13*,* nº 1, p. 37-50.

Lacassagne, Aurélie (2010). « Le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) : francophones avant tout! Exemple d'un interculturalisme réussi », *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol. 16, nº 2, p. 202-213.

Landry, Rodrigue (2014). « La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada », dans Rodrigue Landry (dir.), *La vie dans une langue officielle minoritaire au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 1-21, [En ligne], [https://www.erudit.org/revue/ref/2010/v16/n2/1000319ar.pdf] (18 février 2016).

Landry, Rodrigue, Éric Forgues et Christophe Traisnel (2010). « Autonomie culturelle, gouvernance et communautés francophones en situation minoritaire au Canada », *Politique et Sociétés*, vol. 29, nº 1, p. 91-114.

Léger, Rémi (2015). « Qu'est-ce que la gouvernance communautaire francophone ? », dans Linda Cardinal et Éric Forgues (dir.), *Gouvernance communautaire et innovations au sein de la francophonie néobrunswickoise et ontarienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 25-44.

Lowe, Sophia, Ted Richmond et John Shields (2017). « Settling on austerity: ISAs, immigrant communities, and neoliberal restructuring », *Alternate Routes*, vol. 28, p. 14-46.

Madibbo, Amal (2006). *Minority Within a Minority: Black Francophone Immigrants and the Dynamics of Power and Resistance*, New York, Routledge.

Magord, André (2012). « Aux fondements de l'autonomie : réflexion sur les liens organiques entre autonomie et émancipation au sein des CLOSM, à la lumière du cas de l'Acadie du Nouveau-Brunswick », *Minorités linguistiques et société*, vol. 1, p. 145-158.

Martin, Thibault (2010-2011). « Intégration professionnelle des immigrants francophones dans le secteur des nouvelles technologies : une étude de cas au Manitoba », *Revue du Nouvel-Ontario*, nº 35-36, p. 107-136.

Paquet, Mireille, et Caroline Andrew (2015). « Les réseaux de soutien à l'immigration francophone de l'Ontario : résultats, adaptations et points de tension d'une expérience de gouvernance communautaire », dans Linda Cardinal et Éric Forgues (dir.), *Gouvernance communautaire et innovations au sein de la francophonie néobrunswickoise et ontarienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 69-96.

Quell, Carsten (2002). *L'immigration et les langues officielles : obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés,* Ottawa, Commissariat aux langues officielles.

Ryan, Gerry W., et H. Russell Bernard (2003). « Data management and analysis methods », dans Norman K. Denzin et Yvonne S. Lincoln (dir.), *Collecting and Interpreting Qualitative Materials,* Thousand Oaks (Calif.), Sage Publications, p. 259-309.

Sandelowski, Margarete (1995). « Qualitative analysis: what is it and how to begin », *Research in Nursing and Health*, vol. 18, nº 4, p. 371-375.

Stake, Robert E. (1995). *The Art of Case Study Research*, Thousand Oaks (Calif.), Sage Publications.

Statistique Canada (2017a). Ottawa, CV [Subdivision de recensement], Ontario et Ottawa, CDR [Division de recensement], Ontario (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016, produit nº 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 29 novembre 2017, sur le site de Statistique Canada [https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F] (2 août 2018).

Statistique Canada (2017b). London, CY [Subdivision de recensement], Ontario et Middlesex, CTY [Division de recensement], Ontario (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016, produit nº 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 29 novembre 2017, sur le site de Statistique Canada [https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F] (2 août 2018).

Traisnel, Christophe, Isabelle Violette et Nicole Gallant (2013). « Les minorités francophones canadiennes face à l'immigration : particularismes et représentations de la diversité ethnoculturelle dans les milieux associatifs », *Minorités linguistiques et société*, vol. 2, p. 9-28.

Trudeau, Dan, et Luisa Veronis (2009). « Enacting state restructuring: NGOs as "translation mechanisms" », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 27, nº 6, p. 1117-1134.

Veronis, Luisa (2013). « The Border and Immigrants in Ottawa-Gatineau: Governance Practices and the (Re)Production of a Dual Canadian Citizenship », *Journal of Borderlands Studies*, vol. 28, nº 2, p. 257-271.

Veronis, Luisa, et Philippe Couton (2017). « Immigration francophone à Ottawa, 1981-2011 : mobilités et transformations communautaires », dans Anne Gilbert *et al.* (dir.), *Ottawa : lieu de vie français*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.